

Rapport sur la visite à Washington de la Délégation du Sénat Haïtien

30 septembre – 3 octobre 2007

Sommaire de Gestion	1
Congrès des Etats-Unis	2
Pouvoir Exécutif	4
L'Agence pour le Développement International	4
Département d'Etat	5
Maison-Blanche	5
Communauté Internationale	6
Ambassadeur Antonio Patriota du Brésil	6
Secrétaire-Général José Miguel Insulza	6
Fonds Monétaire International	7
Groupes de réflexion	7
International Crisis Group	7
Haiti Democracy Project	8
Inter-American Dialogue	8
Réception pour la Diaspora haïtienne	8
Conclusion	9
Membres de la Délégation	9
Programme détaillé de la visite	11

Sommaire de Gestion

Du 30 septembre au 4 octobre 2007, une délégation composée de cinq sénateurs haïtiens a visité la ville de Washington pour observer les meilleures pratiques de diverses commissions et organisations du Congrès américain et pour promouvoir la cause d'Haïti auprès de décideurs américains. Cette délégation, composée de membres provenant de cinq provinces d'Haïti et de différents partis politiques, était présidée par Madame le Sénateur Edmonde Supplice Beauzile.

L'emploi du temps a été établi et les rendez-vous fixés par le personnel de Haiti Democracy Project, un groupe de réflexion créé en 2002 pour faire avancer le développement démocratique de ce pays.

Les sénateurs se sont unis pour émettre l'idée que les conditions s'améliorent en Haïti, que le pays est pacifié et stabilisé, et que le parlement jouit d'une bonne collaboration avec le pouvoir exécutif. Ils ont néanmoins averti de certains défis menaçant la bonne suite de ces progrès, tels que la nécessité de tenir des élections afin de renouveler un tiers du Sénat, et sans lesquelles le bon fonctionnement de cette institution se confrontera à un obstacle difficile à surmonter.

Durant la visite de trois jours, la délégation s'est réunie avec onze membres de rang élevé du Congrès, ainsi que trois officiels supérieurs de l'administration Bush, aussi bien que le Secrétaire-Général de l'OEA, quatre ambassadeurs de pays étrangers, trois dirigeants de groupes de réflexion et quelque soixante-dix membres de la diaspora haïtiano-américaine. Partout où elle est passée, la délégation sénatoriale, par la dignité, l'éloquence et la maturité de ses membres, a acquis de nouveaux amis pour la nation haïtienne.

Quoique Haïti jouît déjà d'une opinion très favorable à Washington due à la réussite des élections de 2006 et à la promotion par le Président René Préval de la réconciliation politique, la délégation sénatoriale a su mettre en évidence l'importante réalisation que furent les élections légitimes qui ont mis en place ce Parlement. Dans leurs échanges avec des membres du Congrès ou autres officiels, les délégués ont renforcé chez leurs interlocuteurs la détermination de appuyer Haïti dans ses efforts de réussite.

Dans le rapport qui suit, nous verrons la délégation en interaction avec :

1. Le Congrès des Etats-Unis
2. Des membres de l'exécutif américain
3. Des représentants d'organisations internationales
4. Des groupes de réflexion
5. Des membres de la diaspora haïtienne

Congrès des Etats-Unis

Les sénateurs haïtiens ont rencontré les membres suivants du Congrès :

Sénat des Etats-Unis

Sen. Jeff Bingaman

Chambre des Représentants des Etats-Unis

Rep. James Oberstar

Rep. William Delahunt

Rep. John Conyers, Jr.

Rep. Gregory M. Meeks, Jr.

Rep. David Price

Rep. David Dreier

Rep. Debbie Wasserman Schultz

Rep. Maxine Waters

Rep. John Boozman

Rep. Eliot Engel

Il y a aussi eu des rencontres avec des membres du personnel des parlementaires suivants :

Sen. Richard J. Durbin

Sen. Tom Harkin

Rep. Charles B. Rangel

Rep. Wayne Gilchrist

L'appui interparlementaire était le thème dominant les échanges aussi bien avec les sénateurs qu'avec les membres de la chambre basse. Cinquante pourcents des parlementaires américains contactés sont des membres actuels ou passés de commissions importantes: celles des Règlements, Voies et Moyens, Judiciaire, Transports et Infrastructure, le Vice-Président du Groupe des Sénateurs Majoritaires, la Sous-Commission de la Chambre des Représentants sur l'Hémisphère Occidental et la Commission de la Chambre des Représentants pour l'Assistance à la Démocratie (voir ci-dessous le programme détaillé de la visite).

Par exemple, le Représentant David Dreier (Républicain – Californie), ancien président et deuxième membre le plus haut placé de la commission des Règlements, a informé la délégation de la manière dont cette puissante commission régleme le fonctionnement de 435 membres dont chacun a sa manière de penser. Les sénateurs haïtiens ont soigneusement noté ses propos. Au Service du Congrès pour la Recherche, ils ont appris comment les membres font usage de cet instrument de recherche exclusive pour communiquer leurs décisions législatives et on leur a exposé les procédures appliquées par cet organe pour assurer l'objectivité de sa production. Il s'est ensuivi une discussion sur les moyens d'instaurer cette capacité en Haïti.

En ce qui concerne la situation haïtienne, les membres du Congrès ont tous exprimé leur satisfaction par rapport aux progrès récents. Ils ont eu une réaction positive aux élections, et ont fait part d'un sentiment favorable à la détente instaurée par le Président Préval suivant la difficile période de polarisation. Les parlementaires américains se sont montrés satisfaits d'apprendre la coopération qui existe entre les dirigeants des pouvoirs exécutif et législatif. Les membres du Congrès ont fait valoir les points suivants :

1. Le Représentant Oberstar a informé la délégation d'un don de six cutters désarmés des Gardes-Côtes américains qui seront accompagnés d'un dispositif de formation et d'assistance.
2. Les membres du Congrès ont convenu que l'investissement et la création d'emplois ont un rôle critique à jouer dans le redressement d'Haïti. Ils ont appris avec satisfaction l'impact positif exercé par la loi HOPE en ses débuts d'application, et ont promis d'œuvrer pour renforcer ce démarrage prometteur.
3. Les membres du Congrès ont été unanimes dans l'expression de leur préoccupation par rapport aux élections nécessaires au renouvellement d'un tiers du Sénat haïtien. Afin d'éviter l'affaiblissement des institutions qui résulterait si elles n'ont pas lieu, ils se sont engagés à faire part à leurs collègues du Congrès et à l'exécutif américain de l'importance capitale qu'ils attribuent à la tenue d'élections. Ils se sont montrés profondément inquiets à la perspective d'une Haïti glissant à nouveau vers l'impasse politique et l'instabilité.
4. Les membres du Congrès américain ont réitéré à plusieurs reprises la volonté de partager avec le Parlement haïtien les ressources et l'expertise des membres et bureaux du parlement américain:

- Le Représentant David Price, président de la Commission de la Chambre des Représentants pour l'Assistance à la Démocratie, a décrit les activités de ce groupe interparlementaire, et a fait état d'initiatives visant le renforcement des capacités institutionnelles du parlement d'Haïti.

- Les interlocuteurs ont discuté de la consolidation du parlement par un personnel qualifié comprenant ceux qui ont une formation en économie, en analyse et préparation de budget.

De leur côté, les sénateurs haïtiens ont :

1. Reconnu le Président Préval, la police et la mission de l'ONU pour avoir amené une nette amélioration dans la situation de sécurité et pour leur contribution à la réconciliation politique.
2. Clairement exprimé leur appui pour la campagne du Président Préval contre la corruption, le trafic de stupéfiants et la contrebande.
3. Promis que la voix et le vote du Sénat haïtien seraient présents pour accueillir l'investissement.
4. Noté que le Sénat haïtien avait voté toutes les lois et ratifié toutes les nominations soumises par l'exécutif. Ainsi, ils ont ratifié des conventions et des prêts internationaux, ils ont approuvé la nomination des directeurs de la Police Nationale et du conseil de direction de la Banque Centrale, et voté le budget 2006-2007. Le Sénat a collaboré très

étroitement avec le Ministère de la Justice pour la réorganisation complète du système judiciaire.

5. Exprimé leur gratitude au Congrès pour l'initiative sur les textiles de la loi HOPE, donné des exemples des résultats préliminaires qui sont positifs, et encouragé les efforts de suivi.
6. Fait part de leur préoccupation par rapport au délai entre l'engagement et le décaissement de fonds accordés par les acteurs de la communauté internationale.
7. Remercie les législateurs américains d'avoir compris la gravité de ce qui menace l'institution du Sénat si les élections n'ont pas lieu, réduisant de onze le nombre de sénateurs.

Pouvoir Exécutif

Au cours des trois jours, la réaction du pouvoir exécutif a évolué d'une attitude d'écoute attentive, à la discussion, pour devenir, le troisième jour à la Maison-Blanche, une réaffirmation sans équivoque de l'appui des Etats-Unis pour les élections devant maintenir le Sénat. Durant ces trois jours, la délégation a été satisfaite de constater qu'elle avait réussi à établir un réel dialogue avec les décideurs américains.

1. L'Agence pour le Développement International (USAID)

Le premier octobre, la délégation a pu recueillir des informations au cours d'une rencontre avec Paul Bonnicelli, administrateur adjoint de l'agence. M. Bonnicelli a noté l'urgence des élections, mais n'a pas oublié que les Haïtiens eux-mêmes doivent prendre en charge la question électorale.

Les sénateurs ont, pour leur part, fait valoir que la responsabilité doit être partagée, étant donné qu'elle est liée à l'efficacité de l'assistance étrangère.

Ceci a mené à une discussion de la mise en place et du décaissement. Les sénateurs ont fait part d'une préoccupation du fait que les grandes annonces ne se concrétisent pas par la mise en opération sur le terrain. Ils ont dit vouloir signaler des projets existants à leurs mandants.

Les officiels de USAID ont indiqué que la mission USAID en Haïti pourrait fournir aux sénateurs les informations recherchées sur les projets effectivement en cours. La capacité d'absorption du gouvernement d'Haïti était l'une des causes des délais.

Dans cette discussion sur la mise en place de l'assistance, bien que des points de vue divergents aient été exprimés, il y a eu un échange productif d'informations.

2. Département d'Etat

Un échange d'une grande étendue avec Kirsten Madison, Assistant Secrétaire Adjoint, a fait avancer le dialogue avec le pouvoir exécutif américain. Elle a reconnu aussi bien le progrès déjà réalisé que la fragilité de cette avancée. Les Etats-Unis ont maintenu un dialogue actif avec d'autres pays bailleurs. Cet été, aux Nations-Unies, des représentants du gouvernement américain ont adressé à la communauté internationale un appel en faveur d'Haïti.

Le coût des élections est une question légitime, mais Mme Madison a néanmoins fait état de la nécessité du maintien des institutions. Les Etats-Unis accueillent favorablement le dialogue entre la législature et l'exécutif en Haïti, tel que décrit si bien par la délégation. Les représentants des Etats-Unis ont loué le Président Préval pour avoir créé cet espace favorable au dialogue.

3. Maison-Blanche

La délégation a rencontré Dan Fisk, Conseiller du Président Bush en matière de Sécurité Nationale pour l'Amérique Latine. Le Sénateur Beauzile a une nouvelle fois exprimé l'appui des sénateurs vis-à-vis des initiatives du Président Préval et elle a aussi décrit les signes préliminaires de la réussite de la mesure HOPE.

Se penchant à nouveau sur la question électorale, la délégation a exprimé sa reconnaissance pour la compréhension dont ont fait preuve tous ses interlocuteurs, qui apprécient l'importance des difficultés se dessinant à l'horizon. Le Sénat serait inopérable avec seulement dix-neuf membres d'où la nécessité d'un signal clair provenant des échelons supérieurs du gouvernement américain.

M. Fisk a félicité la délégation et il a rappelé que lui-même était en présence des Présidents Bush et Préval lorsque ceux-ci ont discuté à trois reprises les actions contre les stupéfiants et la corruption. M. Fisk a aussi exprimé son contentement à l'annonce du succès de l'initiative HOPE. Le bureau du Délégué Commercial Général des Etats-Unis était en train de faciliter certaines matières douanières. Rien ne serait plus bénéfique à Haïti que l'investissement étranger, ainsi que noté par le Président Bush avec le Président Préval à de la rencontre de la CARICOM. Il y a eu aussi une discussion sur le renouvellement de l'Initiative du Bassin des Caraïbes.

En ce qui concerne les élections, M. Fisk a signalé qu'il est sensible pour un officiel américain de s'engager dans une discussion autour d'un processus haïtien. Néanmoins, il s'est dit satisfait d'apprendre l'utilité de l'assistance électorale apportée dans le passé par les Etats-Unis à Haïti. En effet, tous les observateurs de Washington ont noté la réussite des élections qui ont eu lieu en Haïti l'an dernier, et qui ont gagné le respect unanime. De ce point de vue, Washington ne pouvait qu'encourager de manière très appuyée la poursuite de ces succès.

En Haïti, il y a aussi eu des discussions autour de modification de la Constitution. M. Fisk a cependant noté qu'il ne voyait pas pourquoi cette discussion ne pourrait pas se faire

parallèlement aux élections. Le système est suffisamment solide pour permettre aux deux activités de se dérouler simultanément.

M. Fisk a donc affirmé que le point de vue du Conseil de Sécurité Nationale était clairement en faveur de la poursuite sans interruption du processus électoral. Par rapport à la constitution, il revient aux Haïtiens seuls de faire leurs choix, et les Etats-Unis leur souhaite le meilleur.

L'officiel américain a noté que cette réunion était la troisième et dernière rencontre avec un représentant du pouvoir exécutif de Washington et qu'il espère qu'elle a été la meilleure. Il a aussi exprimé le souhait que cette délégation sera suivie d'autres du genre, car elles seront toujours les bienvenues à la Maison-Blanche.

Communauté Internationale

1. Ambassadeur Antonio Patriota du Brésil

L'ambassadeur a fait part de l'engagement de ses compatriotes envers la nation haïtienne. Le Président Lula en a discuté avec le Président Bush aux Nations-Unies, et il a aussi soulevé la matière avec ses homologues latino-américains ainsi que le Sous-Secrétaire d'Etat Nicholas Burns.

Les sénateurs ont demandé à l'ambassadeur de s'intéresser à la cause du Sénat haïtien, qui risque de perdre un tiers de ses membres. Ils ont exprimé le souhait que la mission onusienne en Haïti puisse exercer son influence pour assurer la tenue d'élections, et qu'elle fasse usage de ses forces pour les protéger.

L'ambassadeur Patriota a convenu d'en faire part à Brasilia et a demandé si les fonds représentaient un problème. La délégation a expliqué que les Etats-Unis fournissaient \$4 millions et que le Canada et l'Union Européenne feraient don du reste. Cette fois-ci ce n'était pas l'argent le problème. C'était plutôt le temps.

L'ambassadeur Patriota a aussi envisagé l'étude d'un voyage à Brasilia pour les parlementaires haïtiens à des fins d'information similaires à celles de cette visite à Washington.

2. Secrétaire-Général José Miguel Insulza

Le Secrétaire-Général a fait part de sa préoccupation par rapport à l'avenir du Sénat. L'OEA a appuyé de manière intense les élections haïtiennes en fournissant une assistance technique, et désirait voir ces progrès se poursuivre. L'organisme international se tenait prêt à offrir à nouveau cet appui pour assurer les élections nécessaires.

Il a émis une réaction positive par rapport aux initiatives entreprises avec l'ambassadeur du Brésil pour tisser des liens entre le parlement d'Haïti et ceux de l'Amérique Latine. Il a cité des dispositions de l'OEA pouvant favoriser ce résultat.

3. Fonds Monétaire International

Le conseiller supérieur, Andreas Bauer a décrit le mandat et la méthodologie du FMI en général, et l'appui fourni à Haïti en particulier.

Cinq économistes du FMI ont été affectés à Haïti, dont l'un basé à Port-au-Prince et les autres s'y rendant pour des missions techniques ponctuelles. Celles-ci se concentraient sur la formation en matière de budget, la modernisation de la douane, la supervision des banques, et une assistance fournie au ministère des finances et à la banque centrale.

Les objectifs du FMI en Haïti étaient la stimulation économique et la réduction de pauvreté. Un des moyens d'y arriver était de renforcer le système financier pour promouvoir la stabilité fiscale. Il a été fait mention que l'inflation s'est réduite à 10 pourcents l'an et l'économie a accusé une croissance modérée. Le secteur bancaire a été consolidé sans susciter de crise.

Le Sénateur Beauzile a émis l'idée que le Parlement et la société comprenaient mal les activités du FMI en Haïti. Selon l'opinion générale, cette institution manque de sensibilité aux inégalités de revenus. Les Haïtiens n'arrivent pas à appliquer les fonds décaissés par le FMI à des fins concrètes.

Mme Beauzile a posé la question à savoir si les maires et les élus locaux pourraient participer à ces décaissements. Suivant le plan de décentralisation, ils ont un rôle de direction à jouer.

Groupes de réflexion

1. International Crisis Group

La délégation a rencontré Mark L. Schneider, vice-président d'International Crisis Group. M. Schneider est un ancien directeur du Corps de la Paix et ancien administrateur adjoint de USAID.

M. Schneider a estimé que ni Haïti ni la communauté internationale n'avance assez rapidement pour combler les vides qui ne cessent de se présenter. Si elles ne le faisaient pas, les gangs les combleraient à nouveau.

Sénateur Beauzile a fait ressortir que le gouvernement haïtien et le premier ministre ne trouvaient pas l'accès aux fonds prévus par la structure de coopération internationale. Voilà une « crise » à étudier par le groupe.

M. Schneider était de l'opinion que la structure haïtienne n'est pas toujours capable d'absorber l'assistance avec rapidité. Il arrive aussi que les bailleurs internationaux promettent sans avoir les disponibilités nécessaires.

Quant au Sénat, la délégation estimait qu'il n'y avait pas le temps de créer un Conseil Electoral Permanent. Malgré ses faiblesses, le Conseil actuel a su organiser trois élections réussies en 2006. Il faudrait le charger d'organiser les sénatoriales.

2. Haiti Democracy Project

L'ambassadeur Ernest H. Preeg, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, et président du conseil de Haiti Democracy Project, a averti que le temps devient un facteur urgent dans la réduction de corruption et d'inefficacité du secteur public, deux obstacles aux investissements étrangers. Haïti laissait passer des opportunités créées par les conventions commerciales, tandis que ses voisins, la République Dominicaine et l'Amérique Centrale, en tiraient avantage.

L'ambassadeur Preeg a continué pour affirmer que Haiti Democracy Project est une institution amie d'Haïti. L'an dernier, elle a fait venir des Haïtiano-Américains pour plaider la cause de l'initiative HOPE et a organisé trois missions d'appui aux élections en Haïti. A leur retour, les observateurs électoraux ont divulgué dans tout Washington la nouvelle de la réussite des élections. Lui-même a plaidé en faveur d'Haïti à une réunion du Millenium Challenge. Cependant, il fallait des progrès tangibles contre la corruption pour qu'Haïti puisse devenir éligible pour cette assistance.

3. Inter-American Dialogue

La discussion avec Dan Erikson, spécialiste en matière de politiques américaines, a souligné l'importance d'accès accru à l'éducation pour la masse des Haïtiens. Le Sénateur Beauzile a noté que le Président Préval était très sensible à cette question et qu'il l'avait soulevée à plusieurs reprises lors de sa visite aux Nations-Unies.

Réception pour la Diaspora haïtienne

Cette cérémonie en l'honneur de la première visite officielle du Sénat actuel à Washington a eu lieu à l'Ambassade d'Haïti qui, avec Haiti Democracy Project et l'Organisation Nationale pour l'Avancement des Haïtiens (NOAH), a été un des organisateurs de la soirée. Quelque soixante-quinze membres de la diaspora haïtienne sont venus d'aussi loin que New York, New Jersey et le Massachusetts.

Les sénateurs et les Haïtiano-Américains se sont présentés au microphone libre pour une discussion spontanée. Les membres de la diaspora ont partagé leur opinion concernant la modernisation constitutionnelle qui lui accorderait le droit de vote en échange de l'énorme contribution financière qu'ils apportaient au pays.

Applaudissant les Haïtiano-Américains pour les investissements effectués en terre natale, les sénateurs ont aussi exposé les mesures prises par le Sénat en vue de faciliter et sécuriser les investissements et la retraite en Haïti.

Conclusion

La première délégation de l'actuel Sénat haïtien à Washington s'est fait attendre pendant longtemps. Cette visite a rehaussé le statut d'Haïti par la présentation en chair et en os d'un Parlement élu librement. Pour ajouter au prestige de ces élections dûment réussies et au progrès réalisé par le Président Préval, la délégation a relevé encore davantage l'image d'Haïti à Washington.

Le développement général de la démocratie en Haïti s'est renforcé par les liens amicaux tissés par cette délégation avec les homologues parlementaires étrangers, les experts techniques et les ambassadeurs latino-américains. Les visiteurs ont fait du Sénat une institution consolidée et jouissant de meilleures relations, tout en renouvelant à Washington le sentiment positif en faveur d'Haïti.

Membres de la Délégation

Sen. Edmonde Supplice Beauzile,
Département du Centre

Sen. Fouchard Bergrome,
Département de l'Artibonite

Sen. Evallière Beauplan
Département du Nord-Ouest

Sen. Rudolph Boulos,
Département du Nord-Est

Sen. Michel Clérier,
Département de la Grand'Anse

M. Lionel Delatour de Port-au-Prince a fourni son expertise et une direction indispensable dans l'organisation de cette visite. M. Delatour est un membre fondateur du conseil de direction d'Haïti Democracy Project et a déjà organisé de nombreuses missions d'hommes d'affaires à Washington.

Description biographique des délégués :

1. Madame le Sénateur Edmonde Supplice Beauzile, vice-présidente du Sénat.

Le Sénateur Beauzile a été élu en 2006 au Département du Centre pour un mandat de six ans et sous la bannière du parti social-démocrate Fusion.

Mme Beauzile est membre des commissions sénatoriales suivantes : Education, Finance et Affaires Etrangères. Elle fut élue à la Chambre des Députés en 1990 où son mandat a pris fin en 1994.

Née le 14 octobre 1961, le Sénateur Beauzile, ancienne institutrice, a travaillé activement dans le domaine de l'éducation. Elle est mariée et mère de trois enfants.

2. Monsieur le Sénateur Evallière Beauplan, président de la Commission des Affaires Etrangères

Le Sénateur Beauplan, du parti PONT et du Département du Nord-Ouest, a été élu au Sénat pour six ans en 2006. Il en est à son second mandat au Sénat, ayant été élu en 2000. Né le 22 juin 1968, le Sénateur Beauplan est médecin de profession. Il est marié et père de trois enfants.

3. Monsieur le Sénateur François Fouchard Bergrome

Secrétaire du bureau du Sénat, M. Bergrome joue un rôle de direction dans cette institution. Le Sénateur Bergrome, élu en 2006, représente le Département de l'Artibonite pour un mandat de deux ans pour le parti Atibonit an Aksyon. Il est membre des commissions suivantes : Education, Justice, Agriculture et Réforme Agraire.

Le Sénateur Bergrome a précédemment rempli cette fonction en 1987. Né le 6 octobre 1951, M. Bergrome est marié et père de famille.

4. Monsieur le Sénateur Rudolph Boulos

Elu en 2006 pour six ans et représentant le Département du Nord-Est, le Sénateur Boulos fait partie de la formation sociale-démocrate Fusion. Il est membre des commissions Agriculture, Commerce et Tourisme, et Education.

M. Boulos est né le 28 avril 1951. Il est pharmacien et a étudié à la Harvard Business School. Il a réussi dans le monde des affaires et de l'industrie et est un membre fondateur des Centres pour le Développement et la Santé, la plus importante et plus ancienne organisation sanitaire du pays, avec des locaux à Cité Soleil, dans le Nord-Est et dans de nombreux autres départements du pays. Le Sénateur Boulos est marié et père de famille.

5. Monsieur le Sénateur Michel Clérié

Président de la Commission Commerce et Tourisme, le M. Clérié du parti Fusion des Sociaux-Démocrates a été élu en 2006 pour un mandat de six ans, comme sénateur du Département de la Grand'Anse. Il est membre des commissions suivantes : Justice et Travaux Publics, Transports et Communications.

Le Sénateur Clérié s'était porté candidat au Sénat en deux occasions avant son élection. Né le 28 septembre 1947, il est diplômé en administration des affaires et compte parmi les plus grands hommes d'affaires d'Haïti, et le plus grand de sa région. Il est marié et père de famille.

6. Monsieur Lionel Delatour

M. Delatour est consultant en matière de politiques et politique haïtienne. Depuis 1993, il a accompagné, au cours de vingt-huit visites, plus de 150 hommes et femmes d'affaires haïtiens en mission d'information à Washington.

Il a organisé et participé à diverses autres visites à Washington, telles que la délégation de sénateurs haïtiens en 1998, la visite du Premier Ministre Gérard Latortue au printemps 2004, et les celles du Président Préval en 2006 et 2007.

Il est un des fondateurs et l'actuel secrétaire-général du Centre pour la Libre Entreprise et la Démocratie (CLED).

M. Delatour a reçu son diplôme de premier cycle à la Faculté du Service Diplomatique de Georgetown University, et détient une maîtrise en administration publique de la Kennedy School of Government à l'Université Harvard. Né le 25 septembre 1950, il est marié et père de trois enfants.

**Senatorial Delegation
Washington, D.C.
October 1–3, 2007**

September 29 version

Madame Edmonde S. Beauzille, senator from Département du Centre,
vice-president of the Senate of the Republic of Haiti

Sen. Evalliere Beauplan, Nord-
Ouest

Sen. Fouchard Bergrome,
Artibonite

Sen. Rudolph H. Boulos,
Nord-Est

Sen. Michel Clerie, Grand'
Anse

Sunday, September 30

Delegation arrival The Washington Suites Georgetown
2500 Pennsylvania Ave., N.W.
(202) 333–8060
Lionel Delatour, delegation coordinator. Cellular (202) 213–2050

Program coordinator James Morrell
Haiti Democracy Project
2303 17th St., N.W., Washington, D.C. 20009
(202) 588–8700 • fax 588–8711. Cellular (202) 471–0549
E-mail james.morrell@haitipolicy.org

Monday, October 1

8:15 a.m.

Amb. Ernest H. Preeg

Chairman of board, Haiti Democracy Project. Former U.S. ambassador to Haiti.
Presentation of program
Washington Suites Georgetown
2500 Pennsylvania Ave., N.W.
Contact person: James Morrell, (202) 588–8700

9:00 a.m.

International Crisis Group

Mark L. Schneider, senior vice-president
1629 K St. N.W.
Tel. (202) 785–1638 • Fax (202) 785–1630
Contact person: Mark L. Schneider
Joining for this visit: Amb. Ernest H. Preeg

- 10:00 a.m. Embassy of Brazil**
 Antonio Patriota, ambassador of Brazil to the United States
 3006 Massachusetts Ave., N.W. • (202) 238-2700
 Contact person: Achilles Zaluar, (202) 238-2765
 Joining for this visit: Raymond Joseph, ambassador of Haiti to the United States
 Amb. Duly Brutus, ambassador of Haiti to the Organization of American States
 Ambassador Preeg
- 11:00 a.m. U.S. Senate**
 Chris Homan, legislative assistant to Sen. Richard J. Durbin (D-Ill.), majority whip
 309 Hart Senate Office Bldg. • (202) 224-2152
 Contact person: Andrea Del’Aguila, (202 224-2152)
- 12:00 p.m. Congressional Research Service**
 Sherry Shapiro, senior information research specialist • Clare Ribando Seelke,
 analyst, Latin America affairs • John Lis, staff director, House Democracy
 Assistance Commission • Judith A. Gaskell, librarian of the Supreme Court
 John Saturno, head, legislative and budget division, CRS
 Montpelier Room, Madison Bldg, Library of Congress, 101 Independence Ave SE
 Working lunch. Tour of Congressional Research Service and Library of Congress
 Contact person: John Lis, (202) 226-1641
- 3:00 p.m. Agency for International Development**
 Paul Bonnicelli, assistant administrator
 1300 Pennsylvania Ave., N.W., Fourteenth Street entrance • (202) 276-2000
 Contact person: Rosalie Fanale, (202) 712-1435
- 4:30 p.m. Rep. James L. Oberstar (D-Minn.)**
 Chairman, Committee on Transportation and Infrastructure
 2365 Rayburn House Office Bldg. • (202) 225-6211
 Contact person: Jeri Sparling, (202) 225-6211
- Tuesday, October 2**
- 8:15 a.m. Inter-American Dialogue**
 Dan Erikson, senior associate, U.S. policy
 1211 Connecticut Ave., N.W., Room 510 • Tel.: (202) 822-9002
 Contact person: Dan Erikson, (202) 463-2578
- 10:00 a.m. International Monetary Fund**
 Andreas Bauer, senior adviser, Western Hemisphere dept., Atlantic division
 700 19th St. N.W., IMF Visitors’ Center • (202) 623-9455
 Contact person: Thérèse Gahima, (202) 623-6890
- 11:30 a.m. U.S. House of Representatives**
 George Dalley, chief of staff, Rep. Charles B. Rangel
 2354 Rayburn House Office Building • (202) 225-4365
 Contact person: George Dalley, (202) 225-4365
- 12:30 p.m. Rep. William Delahunt (D-Mass.)**
 Member, Committee on Foreign Affairs
 2454 Rayburn House Office Building
 (202) 225-3111
 Contact person: Doug Gascon, (202) 225-3111

- 2:00 p.m.** **State Department**
 Kirsten Madison, deputy assistant secretary of state
 2201 C St., N.W.
 Contact person: Tim Ryan, deputy director, Office of Caribbean Affairs,
 (202) 647-4684
 Joining for this visit: Ambs. Brutus, Joseph and Preeg
- 3:00 p.m.** **Organization of American States**
 José Miguel Insulza, secretary-general
 Amb. Albert Ramdin, assistant secretary-general
 17th St. and Constitution Ave., N.W.
 Contact person: Paloma Adams-Allen, (202) 458-3935
 Joined by Ambs. Brutus and Preeg
- 4:30 p.m.** **Rep. John Conyers, Jr.**
 Chairman, Judiciary Committee
 2426 Ruyburn House Office Bldg.
 Contact person: Rinia L. Shelby, (202) 225-5126
- 5:00 p.m.** **Rep. Gregory W. Meeks (D-N.Y.)**
 2342 Rayburn House Office Building
 Contact person: Pat Fisher, (202) 225-3461
- 6:30 p.m.** **Reception**
 Embassy of Haiti
 2311 Massachusetts Ave., N.W.
 Contact person: Ambassador Joseph, (202) 332-4090
 Co-sponsored by: • Embassy of Haiti • Haiti Democracy Project • National
 Organization for the Advancement of Haitians

Wednesday, October 3

- 9:15 a.m.** **Rep. David E. Price**
 Chairman, House Democracy Assistance Commission
 Rayburn House Office Bldg 2162
 Contact person: Teresa Saunders, (202) 225-1784
- 10:00 a.m.** **Rep. David Dreier (R-Calif.)**
 Ranking Republican member and former chairman, Rules Committee
 Ranking member, House Democracy Assistance Commission
 233 Cannon House Office Bldg. • (202) 225-2305
 Contact person: Rachael Leman, policy coordinator, House Rules Committee
 (minority), (202) 226-3459
- 11:00 a.m.** **Sen. Jeff Bingaman (D-N.M.)**
 Chairman, Committee on Energy and Natural Resources
 Rosemary Gutierrez, legislative aide to Sen. Tom Harkin (D-Iowa)
 703 Hart Senate Office Bldg. • (202) 224-5521
 Contact person: Virginia White, (202) 224-5521

- 12:00 p.m.** **Rep. Debbie Wasserman Schultz (D-Fla.)**
Rep. Maxine Waters (D-Calif.)
Luncheon at Members' Dining Room, the Capitol
118 Cannon House Office Bldg. • (202) 225-7931
Contact person: Jennifer Oh, (202) 225-7931
- 1:00 p.m.** **Rep. Wayne Gilchrest (R-Md.)**
2245 Rayburn House Office Bldg.
(202) 225-5311
Contact person: Kathy Hicks, (202) 225-5311
- 2:00 p.m.** **Rep. John Boozman (R-Ark.)**
1519 Longworth House office Bldg.
(202) 225-4301
Contact person: Lesley Parker, (202) 225-4301
- 3:30 p.m.** **White House**
National Security Council
Dan Fisk, director for Latin America
Old Executive Office Bldg.
17th St. and Pennsylvania Ave., N.W.
Contact person: Victoria Alvarado, (202) 456-9131
- 5:00 p.m.** **Rep. Eliot Engel (D-N.Y.)**
Chairman, Subcommittee on Western Hemisphere
2161 Rayburn House Office Bldg.
Contact person: Michelle Shwimer, (202) 225-2464
- 6:00 p.m.** **Organization of American States**
17th St. and Constitution Ave. N.W.
Amb. Pedro Oyarce Yuraszeck, permanent representative of Chile to the OAS
Amb. Osmar Chohfi, permanent representative of Brazil to the OAS
Amb. Maria del Lujan Flores, permanent representative of Chile
Nelson Antonio Tabajara de Oliveira, counselor, Brazilian mission to the OAS
Ambassador Brutus
Fritz Fougy, minister-counselor, embassy of Haiti
Léon Charles, minister-counselor, embassy of Haiti
Contact person: Ambassador Brutus, (202) 332-4090